



Nantes. Futur CHU : les opposants dénoncent l'omerta

Plusieurs organisations politiques, associatives et syndicales, dont la CGT, demandent un moratoire de trois à six mois, une convention citoyenne et une étude alternative à l'implantation du futur CHU de Nantes vers l'hôpital Nord. Elles dénoncent aussi les rétorsions à l'encontre des personnels qui osent s'opposer au projet. C'est une première mais l'enjeu est tel que huit organisations (*) aux colorations politiques les plus variées n'ont pas hésité à se rassembler autour d'une table, ce mardi 13 octobre, pour montrer combien le futur CHU sur l'île de Nantes ne répond pas aux besoins de la population. Mais au-delà, elles dénoncent la chape de plomb pesant sur le personnel hospitalier, les médecins et plus globalement contre toute personne qui ose dire son opposition.

Une chape de plomb sur le personnel hospitalier qui ne peut parler

Dire que le corps médical soutient ce projet à l'unanimité est complètement faux. Les médecins encore en place dans l'établissement qui y sont opposés n'en parlent pas sinon ils peuvent faire un trait sur leur évolution de carrière, tout comme sur les moyens pour leur service. C'est l'omerta. C'est la Commission médicale d'établissement (CME) qui ne représente qu'une petite cinquantaine de médecins qui s'est prononcée en faveur du projet », dénonce Olivier Terrien, secrétaire général de la CGT au CHU de Nantes.

Le professeur Daniel Duveau, ancien directeur médical de l'Institut du thorax, se souvient : « On n'a jamais eu notre mot à dire. À chaque fois que l'on voulait faire une remarque dans une réunion, c'était boucle-la » ! On ne pouvait exprimer son opinion, y compris constructive, que dans le bureau de la direction et, j'oserais dire, en tête à tête et jamais en public. La CME est faiblement représentative du corps médical. Si vous votiez contre, c'était terminé, vous n'aviez plus aucun espoir de progression de carrière. Des collaborateurs encore en activité ne peuvent toujours rien dire.

« Verrouillage »

Il y a eu un verrouillage du projet à tous les niveaux, constate le professeur Le Mevel, ancien patron du centre anticancéreux René-Gauducheau. Il y a eu une volonté politique d'installer le CHU sur l'île de Nantes et à partir de ce moment-là, tout a été verrouillé au niveau des instances locales, régionales et ministérielles, pour maintenir le projet en l'état. Au ministère de la Santé, on reconnaît que le projet pose des problèmes mais on s'étonne du manque de retour de la population nantaise.

Pour Olivier Terrien, la précarité des médecins et des paramédicaux ne leur permet pas de s'exprimer : Le premier qui l'ouvre dégage. Certains comme le docteur Carton, chirurgien cardiaque, totalement opposé au projet, se sont exprimés. Lui a été délogé violemment, suspendu un an par ses pairs de la CME, avec interdiction d'exercer et totalement blanchi ensuite au plan national par le Conseil de l'ordre.

Même certains architectes ne veulent pas s'exprimer de peur de se voir blacklister par la métropole, souligne Bernard Le Mevel. Pour Marc Reneaume, société civile, « il y a un loup quelque part. C'est incroyable qu'avec un projet de cette envergure et des modifications aussi forte, on n'ait jamais voulu rouvrir ce dossier ».

(*) CGT, Contribuables associés, EELV, GAELA, La France Insoumise, Nantes en commun, Parti Communiste révolutionnaire, Union de la droite et du centre.

« Une demande de moratoire de 3 à 6 mois »



Nous demandons un moratoire pour reporter la réflexion sur le projet afin qu'il puisse répondre aux besoins de la population. L'alternative moins coûteuse de l'hôpital Nord avec 54 ha n'a jamais été étudiée. Les agents ne veulent pas revivre cette gabegie que l'on connaît depuis 2008 pour financer du béton, note Olivier Terrien, secrétaire CGT CHU.

Johanna Rolland veut organiser une convention citoyenne métropolitaine pour tirer collectivement les enseignements de la crise sanitaire. Il nous semble opportun d'en organiser une pour l'hôpital de demain. Prenons nos responsabilités, appuyons sur pause pour ce projet, pendant trois à six mois. Prenons le temps de la réflexion et de la discussion dans un esprit de concertation, souvent mis en avant par notre maire et présidente du conseil de surveillance du CHU, estime Margot Medkour de Nantes en commun.

De nombreux points critiqués par les organisations

Olivier Terrien, secrétaire général de la CGT CHU de Nantes : « On est dans un contexte totalement aberrant... Même la maire de Nantes, favorable à ce projet, reconnaît que cet établissement est sous-dimensionné ».

Le professeur **Daniel Dubeau**, chirurgien cardiaque pendant 45 ans au CHU de Nantes, ancien directeur médical de l'Institut du thorax retraité : « On est dans un paradoxe total : on veut diminuer le nombre de lits, diminuer le personnel alors que l'agglomération nantaise a augmenté de 10 % par an sur les dernières années. Sans compter qu'on prend en charge des personnes de tout le grand ouest. C'est stupide de vouloir réduire tout cela. C'est en diminuant cette activité que l'on va détruire le côté hospitalo-universitaire qui fait la réputation de Nantes. Je ne vois pas comment on peut défendre un tel projet ! Il y aura des besoins, des évolutions, surtout avec une augmentation de la population. Ce sera impossible de l'agrandir. Il va falloir planter 2 400 pieux à 90 mètres de profondeur, à quel prix ? ».

Gilles Rialland de La France Insoumise : « Plus on avance, plus on s'inquiète. Alexis Corbière est venu à Nantes pour voir comment porter ce sujet à l'Assemblée et le mettre au niveau national ».

Chantal Girardin du Parti révolutionnaire communiste : « Prôner l'ambulatoire qui doit viser les 67 % pour le CHU de Nantes c'est bien pour ceux qui peuvent rentrer tout de suite mais il y a aussi des pathologies lourdes. C'est une diminution de la capacité, c'est illustration de la politique de santé depuis trente ans ».

Margot Medkour pour Nantes en commun : « C'est un projet qui paraît de plus en plus irréaliste et même obsolète dans un contexte de crise. Nous sommes là pour alerter les citoyens du pays nantais usagers de l'hôpital public car ce projet est en train de menacer l'accès à la santé publique. Outre le projet de santé qui pose question, il y a tous les choix faits autour du futur CHU, de son emplacement et de son accessibilité problématique. C'est un site inondable avec des phénomènes météorologiques de plus en plus fréquents ».

Jean-Marie Ravier, association Gaela : « Quand un projet est mal cerné, le surcoût est énorme. Le CHU d'Amiens, budgétisé à 560 millions d'euros, a coûté au final un milliard, pour un effectif de 6 000 personnes, alors qu'à Nantes le CHU a un effectif de 12 000 personnes. L'endettement du CHU va passer au minimum de 600 M€ à 1,1 milliard. La Chambre des comptes relève le blocage des investissements jusqu'au milieu des années 2030 dans le CHU de Nantes. Les nouvelles technologies médicales iront ailleurs, tous comme les médecins les plus brillants ».

www.ouest-france.fr

Pays : France

Dynamisme : 893



[Visualiser l'article](#)



« Malheur au personnel du CHU qui ose s'opposer à ce projet de futur hôpital datant de 2008 », constate un syndicaliste.

Photo Presse Océan-Nathalie Bourreau

05SK0N1CBhg3RAnlH0_Y_JZD_0YkSTlc85D22YPELvPhad9ZOOfks5Nk7IuetyH5VjnTyA3AngWMMHpNAauZ7Jvm0EJmqW2UO1fL4sYoEg4WUN2Q2